

Opinions

La droite libérée

RÉFLEXIONS SUR L'APRÈS-BLOCHER | 21h58 «La droite libérale débarrassée de ses complexes et la droite nationaliste de la paralysie de l'obéissance aveugle à un leader tout-puissant»



CLAUDE RUEY CONSEILLER, NATIONAL, PRÉSIDENT DU PLS | 20 Décembre 2007 | 21h58

Et si l'élection du 12 décembre était le déclic qui permettait de libérer la droite libérale de ses complexes? Et si cette élection permettait également à la droite nationaliste d'échapper à la paralysie d'une obéissance aveugle à un leader tout-puissant?

Oui, le résultat sorti de l'urne parlementaire est porteur d'espoir pour ceux qui, comme moi, croient qu'une droite ouverte, moderne, vraiment libérale doit pouvoir conduire la politique gouvernementale et le pays vers le succès.

Car on ne gouverne pas efficacement quand on vit constamment dans la dispute, on ne gouverne pas sérieusement quand on cède systématiquement à la polémique, on ne gouverne pas convenablement quand on pratique le mépris. On ne gouverne vraiment que quand on pratique la cohérence, lorsqu'on travaille collégalement et qu'on assure la cohésion de l'équipe dirigeante.

Or le gouvernement sorti des urnes permet à cet égard de grands espoirs. C'est un gouvernement clairement situé à droite; ses membres de droite, issus des rangs UDC et radicaux-libéraux, Mme Widmer Schlumpf, MM. Couchepin, Merz et Schmid, auxquels on peut sans doute ajouter la conseillère fédérale PDC, Mme Leuthard, seront prêts à défendre et promouvoir une ligne claire, fondée sur les valeurs libérales au sens large: liberté, responsabilité, autonomie et respect des personnes, esprit d'innovation et de création. Qui plus est, de par leur personnalité ouverte, ces élus de droite et de centre-droite ne cèdent pas à la tentation du mépris ou de l'exclusion; ils sauront donc suivre leur ligne sans écraser pour autant leurs collègues socio-démocrates, Mme Calmy-Rey et M. Leuenberger.

Bien entendu, les défis ne vont pas manquer. La question de la croissance et de l'emploi, donc de l'enrichissement et du développement social, va nécessiter un engagement fort, à

commencer par le difficile combat de février prochain en faveur d'une meilleure fiscalité des PME. La maîtrise de nos finances, à laquelle M. Merz a déjà contribué substantiellement et avec succès, exigera une rigueur renouvelée, car on sait bien qu'en période de bonne conjoncture la tendance est au relâchement et à la prodigalité. L'évolution de la démographie, qui postule à la fois la réforme de nos institutions sociales et une politique d'immigration capable de prendre en compte le déficit démocratique de notre pays, exigera une recherche d'équilibre périlleuse. Nos relations avec l'Europe enfin, qui intéressent aussi bien notre sécurité, par la mise en œuvre des accords de Schengen et de Dublin, que notre développement économique, par la confirmation et l'extension des accords bilatéraux dans le domaine de la libre circulation des personnes, sont autant d'obstacles qu'un gouvernement à nouveau uni saura heureusement franchir.

Le Conseil fédéral a dorénavant une vraie majorité de droite libérale, sans fil à la patte, sans contradiction interne. Débarrassés de l'esprit de chicane d'un chef de clan qui n'a jamais su s'élever au rang d'homme d'Etat, la droite et le centre-droite ont dès lors une belle occasion de relever les défis qui vont se poser à notre pays ces quatre prochaines années.